

Convention collective

IDCC : 8252. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX**
(Basse-Normandie)
(19 décembre 1989)

(Etendue par arrêté du 13 août 1990,
Journal officiel du 30 août 1990)

AVENANT N° 53 DU 19 JUILLET 2012

NOR : *AGRS1297178M*
IDCC : 8252

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à l'équilibre du régime de prévoyance.

Par ailleurs, la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite. Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, les partenaires sociaux ont décidé la mise en place d'une cotisation exceptionnelle et temporaire pendant 12 mois.

Article 1^{er}

A l'article 27, les alinéas 1 et 2 du chapitre II « Garantie invalidité » sont supprimés et remplacés comme suit :

« Les salariés bénéficient, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, reconnue par le régime de base de sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux deux tiers, du versement d'une pension d'invalidité, complémentaire aux prestations versées par la mutualité sociale agricole :

- en cas d'invalidité de catégorie 1, d'un montant égal à 20 % du salaire brut du salarié ;
- en cas d'invalidité de catégorie 2 ou 3, d'un montant égal à 30 % du salaire brut du salarié. »

Article 2

A l'article 27, le 1 « Cotisations » du chapitre IV « Dispositions communes » est supprimé et remplacé comme suit :

« Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,51 %, qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié, soit 0,22 % à la charge du salarié et 0,29 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 12 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations qui correspondent aux garanties couvrant le capital décès, l'indemnité frais d'obsèques, la rente éducation, l'indemnité journalière pour l'incapacité temporaire de travail et la rente liée à l'invalidité, est réparti, à la charge des employeurs et à la charge des salariés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Les taux de cotisations afférents aux garanties prévoyance sont :

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX de cotisation	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail	0,82	0,49	0,33
Assurance des charges sociales patronales	0,21	0,21	–
Garantie invalidité	0,35	0,175	0,175
Décès	0,40	0,20	0,20
Réforme des retraites (cotisation exceptionnelle pour 1 an)	0,51	0,29	0,22
Total	2,29	1,365	0,925

Les cotisations prévues pour couvrir les prestations visées à l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 sont à la charge exclusive de l'employeur tant en ce qui concerne les indemnités journalières pour maladie que celles pour accident. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet le 1^{er} janvier 2013 si son arrêté d'extension est publié avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Hérouville-Saint-Clair, le 19 juillet 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération régionale des entrepreneurs des territoires.

Syndicats de salariés :

UR CFTC de Basse-Normandie ;

UR FGA CFDT de Basse-Normandie ;

UR FO de Basse-Normandie ;

SNCEA CFE-CGC ;

UNSA2A.